



CONSEIL D'ÉTAT
section de législation

RAAD VAN STATE
afdeling Wetgeving

avis 62.453/2
du 6 décembre 2017

advies 62.453/2
van 6 december 2017

sur

over

un projet d'arrêté royal 'de
transposition partielle de la
Directive 2005/36/CE du
Parlement européen et du
Conseil du 7 septembre 2005
relative à la reconnaissance des
qualifications professionnelles
pour l'exercice des activités
telles que prévues dans la loi
du 2 octobre 2017
réglementant la sécurité privée
et particulière'

een ontwerp van koninklijk
besluit 'tot gedeeltelijke
omzetting van Richtlijn
2005/36[/EG] van het
Europees parlement en de Raad
van 7 september 2005
betreffende de erkenning van
de beroepskwalificaties voor
het uitoefenen van de
activiteiten zoals voorzien in
de wet van 2 oktober 2017 tot
regeling van de private en
bijzondere veiligheid'

Le 9 novembre 2017, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par le Vice-Premier Ministre et Ministre de la Sécurité et de l'Intérieur, chargé de la Régie des bâtiments à communiquer un avis, dans un délai de trente jours, sur un projet d'arrêté royal 'de transposition partielle de la Directive 2005/36/CE du Parlement européen et du Conseil du 7 septembre 2005 relative à la reconnaissance des qualifications professionnelles pour l'exercice des activités telles que prévues dans la loi du 2 octobre 2017 réglementant la sécurité privée et particulière'.

Le projet a été examiné par la deuxième chambre le 6 décembre 2017. La chambre était composée de Pierre VANDERNOOT, président de chambre, Luc DETROUX et Wanda VOGEL, conseillers d'État, Christian BEHRENDT et Marianne DONY, assesseurs, et Charles-Henri VAN HOVE, greffier assumé.

Le rapport a été présenté par Laurence VANCRAVEBECK, première auditrice.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de Pierre VANDERNOOT.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 6 décembre 2017.

*

Op 9 november 2017 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Vice-Eersteminister en Minister van Veiligheid en Binnenlandse Zaken, belast met de Regie der gebouwen verzocht binnen een termijn van dertig dagen een advies te verstrekken over een ontwerp van koninklijk besluit 'tot gedeeltelijke omzetting van Richtlijn 2005/36/[EG] van het Europees parlement en de Raad van 7 september 2005 betreffende de erkenning van de beroepskwalificaties voor het uitoefenen van de activiteiten zoals voorzien in de wet van 2 oktober 2017 tot regeling van de private en bijzondere veiligheid'.

Het ontwerp is door de tweede kamer onderzocht op 6 december 2017. De kamer was samengesteld uit Pierre VANDERNOOT, kamervoorzitter, Luc DETROUX en Wanda VOGEL, staatsraden, Christian BEHRENDT en Marianne DONY, assessoren, en Charles-Henri VAN HOVE, toegevoegd griffier.

Het verslag is uitgebracht door Laurence VANCRAVEBECK, eerste auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Pierre VANDERNOOT.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 6 december 2017.

*

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois 'sur le Conseil d'État', coordonnées le 12 janvier 1973, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations suivantes.

OBSERVATIONS GENERALES

1. Selon son article 1^{er}, l'arrêté en projet tend à assurer la transposition de la directive 2005/36/CE 'relative à la reconnaissance des qualifications professionnelles' (à l'exception de son titre II).

Il aurait été opportun, afin de faciliter l'examen du projet, que soient joints à la demande d'avis, un tableau de correspondance entre le texte du projet et celui de la directive 2005/36/CE, ainsi qu'un tableau établissant une correspondance en sens inverse, l'établissement de pareil tableau se révélant en toute hypothèse opportun dès la phase de la préparation du projet ensuite soumis au Conseil d'État ¹.

L'arrêté royal en projet n'est en outre pas accompagné d'un rapport au Roi et aucun autre document du dossier ne permet d'identifier la correspondance entre les dispositions en projet et celles de la directive 2005/36/CE.

Dans ces conditions et vu le délai imparti, la section de législation du Conseil d'État ne peut garantir que l'intégralité des dispositions pertinentes de la directive ont pu faire l'objet d'une transposition.

2. En matière de reconnaissance des qualifications professionnelles, le législateur fédéral a opté pour un système de transposition horizontale, par le biais de la loi du 12 février 2008 'instaurant un cadre général pour la reconnaissance des qualifications professionnelles UE', complété par des transpositions verticales (sectorielles) pour des professions bien précises. En effet, selon l'article 4, § 4, de cette loi,

« [L]orsque, pour une profession réglementée autre que celle visée au § 3, d'autres dispositifs spécifiques concernant directement la reconnaissance des qualifications professionnelles sont prévus dans un instrument distinct du droit communautaire ou national, les dispositions correspondantes de la présente loi ne s'appliquent pas ».

Compte tenu du régime spécifique prévu par l'arrêté en projet en exécution de la loi du 2 octobre 2017 'réglementant la sécurité privée et particulière' et en vue d'assurer la sécurité juridique, il convient d'indiquer dans l'arrêté en projet comment celui doit se combiner avec la loi du 12 février 2008 en précisant quelles sont les « dispositions correspondantes » de cette loi qui dès lors ne sont pas applicables en l'espèce.

¹ Voir en ce sens l'avis n° 43.747/2, donné le 5 décembre 2007 sur le projet devenu l'arrêté royal du 10 février 2008, que le projet abroge, observation générale n° 5.

3. La version française de nombreuses dispositions en projet, manifestement traduite de la version néerlandaise, ne correspond pas toujours aux termes de la version française de la directive 2005/36/CE. Ceci est source d'insécurité juridique. Au-delà des observations particulières qui mentionneraient certaines difficultés de cet ordre, l'auteur du projet veillera à assurer au mieux, dans les deux langues, la transposition de la directive 2005/36/CE.

OBSERVATIONS PARTICULIERES

Article 1^{er}

Compte tenu de l'observation générale n° 2, il convient de préciser que l'arrêté en projet constitue une transposition partielle de la directive 2005/36/CE.

Article 2

1. Au 3°, dans la version française, le mot « des » sera remplacé par le mot « les ».
2. Au 6°, il y a lieu de remplacer les mots « dans l'Union européenne » par les mots « dans un ou plusieurs États membres ».
3. Au 7°, dans la définition de l'expérience professionnelle, il convient, dans la version française, de se référer à l'exercice de la profession « à temps plein ou à temps partiel » et non « à temps plein ou à mi-temps », afin de se conformer à l'article 3, paragraphe 1, f), de la directive 2005/36/CE.
4. Au 13°, dans la version française, mieux vaut utiliser l'expression « matières substantiellement différentes », qui correspond à la terminologie utilisée à l'article 14, paragraphe 4, de la directive 2005/36/CE, tel que remplacé par la directive 2013/55/UE.
5. Au 15°, dans la version française, il convient de remplacer « examen de compétence » par « épreuve d'aptitude », et « contrôle des connaissances professionnelles, des aptitudes et des compétences » par « contrôle des connaissances, des aptitudes et des compétences professionnelles », conformément à l'article 3, paragraphe 1, h), de la directive 2005/36/CE.

Par ailleurs, les quatre alinéas qui suivent la définition de la notion d'épreuve d'aptitude et qui ont trait aux conditions d'organisation de cette épreuve n'ont pas leur place dans un article consacré aux définitions. Ils doivent figurer ailleurs dans le dispositif et être revus afin de correspondre également à la terminologie de l'article 3, paragraphe 1, h), précité.
6. Au 16°, dans la version française, il convient de remplacer le mot « activité » par le mot « profession » (ou d'ajouter l'adjectif « professionnelle » après le mot « activité »).

Par ailleurs, la définition du stage d'adaptation est suivie de dispositions visant à préciser comment ce stage est organisé.

Comme indiqué à propos du 15°, de tels éléments n'ont pas leur place dans un article consacré aux définitions. Ils doivent figurer ailleurs dans le dispositif.

À cet égard, on signalera que l'article 14 a trait à cet objet, mais que, contrairement à la disposition en projet, qui prévoit de confier les modalités relatives à l'organisation du stage et au statut de stagiaire à « l'autorité compétente de l'État membre receveur »², l'article 14 les confie au « ministre ». Le 16° sera revu en vue notamment de mieux s'articuler avec l'article 14 de l'arrêté en projet.

7. Au 17°, dans la version française, la notion de « raisons contraignantes d'intérêt général » sera remplacée par celle de « raisons impérieuses d'intérêt général », afin de correspondre à l'article 3, paragraphe 1, m), de la directive 2005/36/CE. La même observation vaut pour la suite du projet.

Par ailleurs, il y a lieu d'insérer le mot « notamment » entre les mots « telles que » et les mots « l'ordre public ».

8. Au 18°, dans la version française, le « système européen³ pour le transfert des crédits ou crédits ECTS » sera défini en utilisant la terminologie de l'article 3, paragraphe 1, n), de la directive 2005/36/CE et en veillant à en assurer une transposition complète⁴.

Article 4

1. Dans la version française de l'alinéa 1^{er}, les mots « au cas » seront ajoutés avant les mots « par cas ».

2. Au littera a), le mot « profession » sera remplacé par « professionnel ».

3. Au littera b), le mot « demander » sera remplacé par le mot « demandeur ».

Article 10

L'article 10 vise à transposer l'article 51, paragraphe 2, de la directive 2005/36/CE, selon lequel

« La procédure d'examen d'une demande visant à obtenir l'autorisation d'exercer une profession réglementée doit être achevée dans les plus brefs délais et sanctionnée par

² Mieux vaut toutefois viser « l'autorité compétente belge », qui fait l'objet d'une définition à l'article 2, § 1^{er}, 10°, en projet.

³ Et non, dans la version française, « européen ».

⁴ En faisant référence, notamment, à l'Espace européen de l'enseignement supérieur.

une décision dûment motivée de l'autorité compétente de l'État membre d'accueil, en tout état de cause dans les trois mois à compter de la présentation du dossier complet de l'intéressé. Toutefois, ce délai peut être prorogé d'un mois dans les cas relevant des chapitres I et II du présent titre ».

Afin de mieux transposer cette disposition, il convient qu'apparaisse, à l'article 10, l'idée que la décision doit être prise « dans les plus brefs délais », le délai fixé étant un délai maximal. Par ailleurs, si l'intention est d'utiliser la possibilité offerte par la deuxième phrase de l'article 51, paragraphe 2, de la directive de proroger d'un mois le délai de trois mois, autant indiquer directement que le délai maximal est de quatre mois. Si l'intention n'est pas de recourir systématiquement à un délai prorogé de quatre mois, il convient de préciser dans l'article 10 les circonstances dans lesquelles cette possibilité est offerte à l'autorité décisionnelle.

Article 11

L'article 11 prévoit que la décision prise à l'article 10 ou l'absence de décision dans le délai imparti « est susceptible d'un recours devant le tribunal de première instance de Bruxelles », mais sans possibilité d'interjeter appel contre la décision du tribunal.

Il vise à transposer l'article 51, paragraphe 3, de la directive 2005/36/CE, selon lequel :

« Cette décision, ou l'absence de décision dans le délai imparti, est susceptible d'un recours juridictionnel de droit interne ».

Il convient d'observer à cet égard que la décision dont il est question à l'article 10 sera prise par le ministre ou un fonctionnaire désigné. Une telle décision sera donc prise par une autorité administrative et relèvera ainsi des actes qui, en vertu de l'article 14 des lois coordonnées sur le Conseil d'État, sont susceptibles d'un recours en annulation devant la section du contentieux administratif du Conseil d'État.

Il ne peut donc être admis que le Roi décide de confier les recours concernant de telles décisions à un tribunal de l'Ordre judiciaire, seul le législateur pouvant prévoir un tel cas de figure, pour autant encore qu'il respecte le principe d'égalité et de non-discrimination.

L'article 11 sera dès lors omis.

Article 12

1. L'article 12 prévoit qu'une décision de reconnaissance des qualifications professionnelles peut être subordonnée à la réussite d'une épreuve d'aptitude ou à un stage d'adaptation dans les hypothèses qu'il énumère. Il vise ainsi à transposer l'article 14 de la directive 2005/36/CE relatif aux « mesures de compensation ».

Selon l'article 14, paragraphe 2, de la directive,

« 2. Si l'État membre d'accueil fait usage de la possibilité prévue au paragraphe 1, il doit laisser au demandeur le choix entre le stage d'adaptation et l'épreuve d'aptitude.

Lorsqu'un État membre estime que, pour une profession déterminée, il est nécessaire de déroger au choix laissé au demandeur entre le stage d'adaptation et l'épreuve d'aptitude en vertu du premier alinéa, il en informe préalablement les autres États membres et la Commission en fournissant une justification adéquate pour cette dérogation.

Si la Commission considère que la dérogation visée au deuxième alinéa n'est pas appropriée ou qu'elle n'est pas conforme au droit de l'Union, elle adopte, dans les trois mois suivant la réception de toutes les informations nécessaires, un acte d'exécution par lequel elle demande à l'État membre concerné de s'abstenir de prendre la mesure envisagée. À défaut de réaction de la Commission à l'issue de ce délai, la dérogation peut être appliquée ».

Il semble, à la lecture de l'article 12 du projet, que l'intention n'est pas de laisser au demandeur le choix entre un stage d'adaptation ou une épreuve d'aptitude. Si tel est bien le cas, l'attention de l'auteur du projet est dès lors attirée sur l'obligation qu'il a d'en informer préalablement les autres États membres et la Commission en fournissant une justification adéquate à cette dérogation.

2. Afin d'assurer au mieux la transposition de l'article 14 de la directive 2005/36, la version française en utilisera la terminologie ⁵.

3. Dans la version française de l'alinéa 2, 2°, il y a lieu de remplacer la formule « différences essentielles » par « différences substantielles ».

4. L'alinéa 2, 2°, renvoie au même alinéa 2, alors que c'est à l'alinéa 1^{er} qu'il y a lieu de se référer.

5. À l'alinéa 3 de la version française, il y a lieu, comme dans la version néerlandaise, de se référer aux points a) ou b) de l'alinéa 1^{er} plutôt qu'« au point b) ou c) de l'alinéa 2 ».

Article 15

1. La disposition prévoit un contrôle permettant de vérifier que le professionnel connaît l'une des trois langues nationales lorsqu'il existe des doutes sérieux et concrets sur le degré suffisant de ses connaissances linguistiques pour les prestations professionnelles qu'il souhaite exercer.

⁵ « Dûment justifiée » et non « motivée correctement », « apprentissage tout au long de la vie » et non « apprentissage à vie », « à cette fin » et non « avec cet objectif », etc.

La nature exacte de ce contrôle et les conséquences qui en découlent ne sont pas précisées, le ministre de l'Intérieur étant chargé de déterminer « les modalités de ce contrôle linguistique ». Il est toutefois prévu que ce contrôle « est susceptible d'un recours devant le tribunal de première instance de Bruxelles », mais sans possibilité d'interjeter appel contre la décision du tribunal.

L'article 53, paragraphe 3, de la directive 2005/36/CE permet un contrôle des connaissances linguistiques dans l'hypothèse prévue par la disposition en projet. Son paragraphe 4 précise à cet égard ce qui suit :

« 4. Le contrôle linguistique doit être proportionné à l'activité à exercer. Le professionnel concerné peut intenten un recours contre ce contrôle en vertu du droit national ».

Compte tenu de ces éléments, la disposition en projet appelle les observations suivantes.

2. Il convient que l'arrêté en projet précise la nature du contrôle, par qui il est effectué et quels sont ses effets, le ministre ne pouvant, par le biais d'une habilitation relative aux modalités, combler l'imprécision à cet égard.

3. *A priori*, ce contrôle devrait aboutir à une décision constatant soit la connaissance suffisante, soit la connaissance insuffisante. Une telle décision serait prise par une autorité administrative et relèverait ainsi des actes qui, en vertu de l'article 14 des lois coordonnées 'sur le Conseil d'État', sont susceptibles d'un recours en annulation devant la section du contentieux administratif du Conseil d'État.

Il ne peut donc être admis que le Roi décide de confier les recours concernant de telles décisions à un tribunal de l'ordre judiciaire, seul le législateur pouvant prévoir un tel cas de figure, pour autant encore qu'il respecte le principe d'égalité et de non-discrimination.

4. Il convient de transposer également l'article 53, paragraphe 4, première phrase, de la directive 2005/36/CE.

*

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten ‘op de Raad van State’, gecoördineerd op 12 januari 1973, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat die drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

ALGEMENE OPMERKINGEN

1. Volgens artikel 1 strekt het ontworpen besluit ertoe te voorzien in de omzetting van richtlijn 2005/36/EG ‘betreffende de erkenning van beroepskwalificaties’ (met uitzondering van titel II ervan).

Om het onderzoek van het ontwerp te vergemakkelijken, was het wenselijk geweest bij de adviesaanvraag een tabel te voegen die voor elke bepaling van het ontwerp de overeenkomstige bepalingen van richtlijn 2005/36/EG aangeeft, alsmede een transponeringstabel in omgekeerde zin; het opmaken van een dergelijke tabel blijkt in ieder geval wenselijk vanaf de fase van de voorbereiding van het ontwerp dat vervolgens aan de Raad van State wordt voorgelegd.¹

Bovendien gaat het ontworpen koninklijk besluit niet vergezeld van een verslag aan de Koning en kan uit geen enkel ander document in het dossier opgemaakt worden in hoeverre de ontworpen bepalingen en de bepalingen van richtlijn 2005/36/EG met elkaar overeenstemmen.

Gelet op het voorgaande en op de termijn die haar toegemeten is, kan de afdeling Wetgeving van de Raad van State niet garanderen dat alle relevante bepalingen van de richtlijn wel degelijk omgezet zijn.

2. Wat de erkenning van de beroepskwalificaties betreft, heeft de federale wetgever geopteerd voor een horizontale omzetting via de wet van 12 februari 2008 ‘tot instelling van een algemeen kader voor de erkenning van EU-beroepskwalificaties’, aangevuld met verticale (sectorale) omzettingen voor welbepaalde beroepen. Artikel 4, § 4, van die wet bepaalt immers het volgende:

“Indien voor een ander gereguleerd beroep dan deze bedoeld in § 3, in een afzonderlijk communautair of nationaal rechtsinstrument een andere specifieke regeling die in rechtstreeks verband staat met de erkenning van beroepskwalificaties is vastgesteld, zijn de overeenkomstige bepalingen van deze wet niet van toepassing.”

¹ Zie in die zin advies 43.747/2, dat op 5 december 2007 gegeven is over het ontwerp dat geleid heeft tot het koninklijk besluit van 10 februari 2008 dat bij het ontwerp opgeheven wordt, algemene opmerking 5.

Gelet op de specifieke regeling waarin het ontworpen besluit voorziet met het oog op de uitvoering van de wet van 2 oktober 2017 ‘tot regeling van de private en bijzondere veiligheid’ en teneinde de rechtszekerheid te waarborgen, dient in het ontworpen besluit aangegeven te worden hoe dit besluit dient samen te gaan met de wet van 12 februari 2008 door te preciseren welke de “overeenkomstige bepalingen” van die wet zijn die derhalve *in casu* niet van toepassing zijn.

3. De Franse tekst van vele ontworpen bepalingen is duidelijk een vertaling van de Nederlandse tekst en stemt niet altijd overeen met de bewoordingen die in de Franse tekst van richtlijn 2005/36/EG gebruikt worden. Dat geeft aanleiding tot rechtsonzekerheid. Naast de bijzondere opmerkingen waarin bepaalde problemen van die aard aangekaart zouden worden, dient de steller van het ontwerp ervoor te zorgen dat richtlijn 2005/36/EG in beide talen zo goed mogelijk omgezet wordt.

BIJZONDERE OPMERKINGEN

Artikel 1

Gelet op algemene opmerking 2, dient gepreciseerd te worden dat het ontworpen besluit voorziet in de gedeeltelijke omzetting van richtlijn 2005/36/EG.

Artikel 2

1. In de Franse tekst van de bepaling onder 3° moet het woord “des” vervangen worden door het woord “les”.

2. In de bepaling onder 6° moeten de woorden “in de Europese Unie” vervangen worden door de woorden “in een of meer lidstaten”.

3. In de Franse tekst van de bepaling onder 7° dient in de definitie van het begrip “expérience professionnelle” verwezen te worden naar “l’exercice (...) de la profession (...) à temps plein ou à temps partiel” en niet naar “l’exercice (...) de la profession (...) à temps plein ou à mi-temps”, zodat ze in overeenstemming is met artikel 3, lid 1, f), van richtlijn 2005/36/EG.

4. In de Franse tekst van de bepaling onder 13° zou men zich beter bedienen van de uitdrukking “matières substantiellement différentes”, die overeenstemt met de terminologie die gebruikt wordt in artikel 14, lid 4, van richtlijn 2005/36/EG, zoals het vervangen is bij richtlijn 2013/55/EU.

5. In de Franse tekst van de bepaling onder 15° dienen de woorden “examen de compétence” vervangen te worden door de woorden “épreuve d’aptitude”, en moeten de woorden “contrôle des connaissances professionnelles, des aptitudes et des compétences” vervangen worden door de woorden “contrôle des connaissances, des aptitudes et des compétences

professionnelles”, overeenkomstig artikel 3, lid 1, h), van richtlijn 2005/36/EG.

De vier leden die op de definitie van het begrip “bekwaamheidsproef” volgen en die betrekking hebben op de voorwaarden betreffende de organisatie van die proef, horen niet thuis in een artikel dat aan de definities gewijd is. Ze moeten elders in het dispositief opgenomen worden en dienen aldus herzien te worden dat ook zij in overeenstemming zijn met de terminologie van het voornoemde artikel 3, lid 1, h).

6. In de Franse tekst van de bepaling onder 16° dient het woord “activité” te worden vervangen door het woord “profession” (of moet het woord “professionnelle” na het woord “activité” worden toegevoegd).

Bovendien wordt de definitie van de aanpassingsstage gevolgd door bepalingen die nader aangeven hoe die stage georganiseerd wordt.

Zoals reeds aangegeven is in verband met de bepaling onder 15°, horen dergelijke elementen niet thuis in een artikel dat aan de definities gewijd is. Ze moeten elders in het dispositief opgenomen worden.

In dat verband moet erop gewezen worden dat in artikel 14, dat over dat onderwerp gaat, bepaald wordt dat de nadere regeling van de organisatie van de stage en het statuut van de stagiair aan de “minister” toevertrouwd wordt, terwijl de ontworpen bepaling vaststelt dat die nadere regeling aan “de bevoegde autoriteit van de ontvangende lidstaat”² toevertrouwd wordt. De bepaling onder 16° moet herzien worden, inzonderheid om ze beter aan te laten sluiten op het ontworpen artikel 14.

7. In de Franse tekst van de bepaling onder 17° moet het begrip “raisons contraignantes d'intérêt général” met het oog op de overeenstemming met artikel 3, lid 1, m), van richtlijn 2005/36/EG, vervangen worden door het begrip “raisons impérieuses d'intérêt général”.

Voorts moet het woord “notamment” worden ingevoegd tussen de woorden “telles que” en “l'ordre public”.

8. In de Franse tekst van de bepaling onder 18° moet de definitie van het “système européen³ pour le transfert des crédits ou crédits ECTS” gesteld worden in de bewoordingen van artikel 3, lid 1, n), van richtlijn 2005/36/EG, waarbij erop toegezien dient te worden dat laatstgenoemde bepaling volledig omgezet wordt.⁴

² Het is echter beter te verwijzen naar “de bevoegde Belgische autoriteit”, die gedefinieerd wordt in het ontworpen artikel 2, § 1, 10°.

³ En niet “euroépen”, zoals in de Franse tekst staat.

⁴ Door meer in het bijzonder te verwijzen naar “l'Espace européen de l'enseignement supérieur”.

Artikel 4

1. In de Franse tekst van het eerste lid moeten de woorden “au cas” toegevoegd worden voor de woorden “par cas”.
2. In de Franse tekst van de bepaling onder a) moet het woord “profession” vervangen worden door het woord “professionnel”.
3. In de Franse tekst van de bepaling onder b) moet het woord “demandeur” vervangen worden door het woord “demandeur”.

Artikel 10

Artikel 10 strekt tot omzetting van artikel 51, lid 2, van richtlijn 2005/36/EG, dat als volgt luidt:

“De procedure voor de behandeling van een aanvraag om een gereguleerd beroep te mogen uitoefenen, moet zo spoedig mogelijk, in ieder geval uiterlijk drie maanden na de indiening van het volledige dossier van de aanvrager door een met redenen omkleed besluit van de bevoegde autoriteit van de ontvangende lidstaat worden afgesloten. Deze uiterste datum kan echter met één maand worden verlengd in gevallen die onder de hoofdstukken I en II van deze titel vallen.”

Met het oog op een betere omzetting van die bepaling dient uit artikel 10 te blijken dat de beslissing “zo spoedig mogelijk” genomen moet worden, aangezien de vastgestelde termijn een maximumtermijn is. Indien het de bedoeling is gebruik te maken van de mogelijkheid die in de tweede zin van artikel 51, lid 2, van de richtlijn geboden wordt om de termijn van drie maanden met één maand te verlengen, zou het overigens beter zijn om rechtstreeks aan te geven dat de maximumtermijn vier maanden bedraagt. Als het niet de bedoeling is om systematisch te werken met een verlengde termijn van vier maanden, dient in artikel 10 gepreciseerd te worden in welke omstandigheden die mogelijkheid aan de beslissingsbevoegde overheid geboden wordt.

Artikel 11

Artikel 11 bepaalt dat tegen de beslissing waarvan sprake is in artikel 10 of tegen het uitblijven van een beslissing binnen de opgelegde termijn “beroep [kan] worden aangetekend bij de rechtbank van eerste aanleg van Brussel”, maar dat tegen het vonnis van de rechtbank geen hoger beroep mogelijk is.

Artikel 11 strekt tot omzetting van artikel 51, lid 3, van richtlijn 2005/36/EG, dat als volgt luidt:

“Tegen dit besluit, of tegen het uitblijven ervan gedurende de gestelde termijn, kan bij een nationale rechterlijke autoriteit beroep worden aangetekend.”

In dat verband dient opgemerkt te worden dat de beslissing waarvan sprake is in artikel 10 door de minister of door een aangewezen ambtenaar genomen zal worden. Een dergelijke beslissing zal dus door een administratieve overheid genomen worden en zal aldus behoren tot de handelingen waartegen krachtens artikel 14 van de gecoördineerde wetten op de Raad van State een beroep tot nietigverklaring ingesteld kan worden bij de afdeling Bestuursrechtspraak van de Raad van State.

Er kan dan ook niet aanvaard worden dat de Koning beslist om de beroepen tegen dergelijke beslissingen toe te vertrouwen aan een rechtbank van de rechterlijke orde, aangezien alleen de wetgever kan voorzien in een dergelijk geval, en dan nog voor zover hij het beginsel van gelijkheid en niet-discriminatie in acht neemt.

Artikel 11 moet bijgevolg vervallen.

Artikel 12

1. Artikel 12 bepaalt dat een beslissing tot erkenning van beroepskwalificaties afhankelijk gesteld kan worden van het slagen voor een bekwaamheidsproef of een aanpassingsstage in de gevallen die daarin opgesomd worden. Dat artikel strekt aldus tot de omzetting van artikel 14 van richtlijn 2005/36/EG, wat de “compenserende maatregelen” betreft.

Artikel 14, lid 2, van de richtlijn luidt als volgt:

“2. Indien de ontvangende lidstaat van de mogelijkheid van lid 1 gebruikmaakt, moet hij de aanvrager de keuze laten tussen een aanpassingsstage en een proeve van bekwaamheid.

Wanneer een lidstaat meent dat het voor een bepaald beroep noodzakelijk is van de eerste alinea af te wijken en de aanvrager niet de keuze te laten tussen een aanpassingsstage en een proeve van bekwaamheid, stelt hij de andere lidstaten en de Commissie vooraf hiervan in kennis, waarbij hij deze afwijking afdoende motiveert.

Wanneer de Commissie van mening is dat de in de tweede alinea bedoelde afwijking onterecht of in strijd met het Unierecht is, stelt zij binnen drie maanden na ontvangst van alle nodige informatie een uitvoeringshandeling vast waarbij de betrokken lidstaat verzocht wordt om van de voorgenomen maatregel af te zien. Wanneer binnen deze termijn geen reactie van de Commissie is ontvangen, kan de afwijking worden toegepast.”

Uit artikel 12 van het ontwerp blijkt dat het niet de bedoeling is de aanvrager de keuze te laten tussen een aanpassingsstage en een bekwaamheidsproef. Indien dat inderdaad het geval is, wordt de steller van het ontwerp erop gewezen dat hij verplicht is de andere lidstaten en de Commissie daarvan vooraf in kennis te stellen, waarbij hij deze afwijking afdoende dient te motiveren.

2. Teneinde artikel 14 van richtlijn 2005/36 zo goed mogelijk om te zetten moet in de Franse tekst gebruikgemaakt worden van de terminologie van dat artikel.⁵
3. In de Franse tekst van het tweede lid, 2°, dienen de woorden “différences essentielles” vervangen te worden door de woorden “différences substantielles”.
4. In het tweede lid, 2°, wordt naar datzelfde tweede lid verwezen, terwijl naar het eerste lid verwezen dient te worden.
5. In het derde lid van de Franse tekst behoort niet naar “point b) ou c) de l’alinéa 2” verwezen te worden, maar wel naar punt a) of b) van het eerste lid, zoals dat in de Nederlandse tekst het geval is.

Artikel 15

1. De bepaling voorziet in een controle aan de hand waarvan nagegaan kan worden of de beroepsbeoefenaar één van de drie landstalen machtig is als er ernstige en concrete twijfel over bestaat of hij wel over voldoende talenkennis beschikt voor de beroepswerkzaamheden die hij wil uitoefenen.

Terwijl de minister van Binnenlandse Zaken belast wordt met het bepalen van “de modaliteiten van deze taalcontrole”, worden de precieze aard ervan en de gevolgen die eruit voortvloeien niet nader bepaald. Er wordt evenwel bepaald dat tegen die controle “beroep [kan] worden aangetekend bij de rechtbank van eerste aanleg van Brussel”, maar dat tegen het vonnis van de rechtbank van eerste aanleg geen hoger beroep mogelijk is.

Krachtens artikel 53, lid 3, van richtlijn 2005/36/EG is een controle van talenkennis mogelijk in het geval waarin de ontworpen bepaling voorziet. Lid 4 van dat artikel stelt in dat verband het volgende:

“4. Elke controle van talenkennis dient evenredig te zijn met de uit te oefenen activiteit. De beroepsbeoefenaar kan tegen deze taalcontrole beroep aantekenen krachtens het nationale recht.”

Gelet op deze gegevens geeft de ontworpen bepaling aanleiding tot de volgende opmerkingen.

2. In het ontworpen besluit dient nader aangegeven te worden wat de precieze aard is van de controle, wie die controle uitoefent en welke de gevolgen ervan zijn, terwijl de minister de onnauwkeurigheid dienaangaande niet kan opvangen middels een machtiging betreffende de modaliteiten.

⁵ “Dûment justifiée” in plaats van “motivée correctement”, “apprentissage tout au long de la vie” in plaats van “apprentissage à vie”, “à cette fin” in plaats van “avec cet objectif”, enz.

3. Die controle zou *a priori* moeten leiden tot een beslissing waarbij vastgesteld wordt dat de kennis ofwel voldoende, ofwel onvoldoende is. Een dergelijke beslissing zou door een administratieve overheid genomen worden en zou aldus behoren tot de handelingen waartegen krachtens artikel 14 van de gecoördineerde wetten 'op de Raad van State' een beroep tot nietigverklaring ingesteld kan worden bij de afdeling Bestuursrechtspraak van de Raad van State.

Er kan dan ook niet aanvaard worden dat de Koning beslist om de beroepen tegen dergelijke beslissingen toe te vertrouwen aan een rechtbank van de rechterlijke orde, aangezien alleen de wetgever kan voorzien in een dergelijk geval, en dan nog voor zover hij het beginsel van gelijkheid en niet-discriminatie in acht neemt.

4. Artikel 53, lid 4, eerste zin, van richtlijn 2005/36/EG dient eveneens omgezet te worden.

LE GREFFIER – DE GRIFFIER

LE PRÉSIDENT – DE VOORZITTER

Charles-Henri VAN HOVE

Pierre VANDERNOOT